

La Lettre

n°2

Juin 2019

Pontoise **à gauche**
vraiment



Bientôt les Municipales

Pontoise à gauche vraiment (PAGV) est une association qui a pour vocation d'offrir un cadre local unitaire aux forces à gauche du Parti Socialiste pour la mise en œuvre d'un programme social et écologique à l'échelle de la commune et de l'agglomération. Au sein de PAGV on retrouve aujourd'hui des adhérents du PCF, du NPA, d'Ensemble, de la France Insoumise, mais surtout des citoyens membres d'aucune organisation politique.

Pour la troisième fois PAGV envisage de participer aux élections municipales à Pontoise. La première fois en 2008, nous avons obtenu 6,4% des voix et une élue, la seconde fois en 2014, 8,2% et toujours une élue.

Voici des éléments essentiels de ce qui, pour nous, devrait constituer la base d'un programme vraiment de gauche aux élections municipales de 2020

Nous suivre :

<https://pontoiseagauchevraiment.wordpress.com>

Nous contacter :

pontoiseagauchevraiment@gmail.com

Pour une politique vraiment à gauche au sein de la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP)

Les compétences essentielles dans la vie des citoyens, qu'il s'agisse de l'eau potable, de l'assainissement, du chauffage urbain, de l'éclairage public... n'appartiennent plus aux communes mais à la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise. Ainsi les décisions les plus importantes pour la population sont prises par une instance, le conseil d'agglomération, qui n'a pas été élue directement et dont les choix politiques n'ont jamais été proposés à quiconque. Il s'agit donc d'un total déni de démocratie. Cela entraîne pour nous la nécessité de toujours réfléchir à l'échelle de l'agglomération et de tenter une nouvelle fois de regrouper au niveau de Cergy-Pontoise des forces politiques « à gauche vraiment » (quelle que soit l'appellation qu'elles se donnent). La présence au prochain conseil communautaire d'élus indépendants, représentants de plusieurs communes de l'agglomération, serait un point d'appui fondamental pour combattre la politique menée jusqu'alors par la « gauche » et la droite réunies dans un même souci de livrer aux entreprises privées l'essentiel des services publics locaux.

Ce n'est pas pour autant, bien au contraire, que nous adhérons à la solution de fusion des communes de l'agglomération proposée par EELV. En effet, tout éloignement des citoyens des instances de décision conduit à un rétrécissement de la démocratie. Même si le constat qu'EELV fait du fonctionnement non démocratique de la CACP est juste, leur proposition est pour nous totalement inacceptable.

Pour un Centre Municipal de Santé

Face au désert médical qui gagne la ville et particulièrement ses quartiers populaires, le désarroi de la municipalité est flagrant. Après une forte mobilisation citoyenne suite à la fermeture du centre médical des Louvrais (en novembre 2017 pétition d'environ 1000 signataires à l'initiative de la pharmacie des Louvrais et relayée par PAGV ; réunion publique de PAGV le 31/05/2018 à la Maison des Associations avec la participation de la directrice du Centre Municipal de Santé (CMS) de Pierrefitte), la municipalité a été obligée de réagir. Mais la réaction n'a pas été à la mesure de la gravité de la situation. D'ailleurs, lors du conseil municipal du 24 mai 2018, le maire pouvait encore tranquillement déclarer : « En l'état, la couverture médicale de Pontoise reste satisfaisante ».

Le travail du groupe de réflexion qui a été mis en place par le maire en 2018 s'est borné à tenter de permettre la création d'une maison médicale en cherchant un local et des médecins libéraux d'accord pour y travailler. Un certain nombre de facilités seraient évidemment mises à la disposition de ces éventuels candidats. Autrement dit, une fois de plus de l'argent public serait utilisé pour favoriser le secteur privé. Cela dit, la réalisation de cette maison médicale n'est pas pour demain. Une première piste consistant à utiliser des locaux vides dans l'hôpital a été abandonnée. Une autre consistant à reprendre le magasin Carrefour des Louvrais prendrait des années car elle irait de pair avec le projet immobilier d'un promoteur. Consciente qu'elle ne pouvait pas remettre à plusieurs années l'ébauche d'une solution, la majorité du conseil municipal a décidé d'utiliser, momentanément ou pas, les préfabriqués situés rue Claude Debussy aux Cordeliers. Mais il ne suffit pas de trouver des locaux, il faut y mettre des médecins. Or, les premières tentatives de la municipalité se sont avérées infructueuses. En effet, les jeunes médecins ne veulent plus travailler 60 heures par semaine et ne voient plus du tout d'un mauvais œil la perspective d'être salariés à 35h.

Face à ces attermoissements, la pétition lancée par PAGV pour un CMS où les professionnels de santé sont salariés, travaillent en équipe et refusent tout dépassement d'honoraires, rencontre un succès incontestable parmi la population. Chaque signature obtenue demande un nécessaire temps d'explication, mais les résultats démontrent un très fort soutien populaire. Le combat continuera après les vacances et devra constituer un temps fort de la campagne électorale.

Contre le tout voiture. Pour une ville accessible à tous

La circulation en voiture est un problème pour toutes les villes. La configuration de Pontoise avec son labyrinthe de petites rues rend les choses encore plus compliquées. Mais cette difficulté réelle n'excuse en rien l'absence totale d'initiative de la part de la majorité municipale, au point que la rue de l'Hôtel de ville, pourtant conçue comme une rue piétonne, n'est même pas réservée aux seuls piétons.

La seule proposition de M. Houillon et de sa majorité est la création d'un parking sous les jardins de la ville pour une somme annoncée de 19 M€. Parking dont la gestion sera inmanquablement confiée à une entreprise du genre Vinci ou Eiffage et dont l'ouverture aura pour effet d'augmenter immédiatement la densité de la circulation dans le centre ville. Qui peut croire d'ailleurs qu'un parking évidemment payant, amènera des clients en nombre aux commerçants pontoisiens ?

Pour autant, il ne s'agit pas pour nous d'interdire la voiture dans le centre ville. Il s'agit d'en limiter l'utilisation, particulièrement aux visiteurs de passage. Pour ceux-ci des alternatives à la voiture doivent être proposées. Cela commence par la possibilité de stationner, gratuitement ou à un prix très modique, en périphérie de la ville (l'ancien hall Saint-Martin paraît, de ce point de vue, une possibilité). Une fois son véhicule garé, plusieurs moyens de transport doivent s'offrir au visiteur : navettes nombreuses et gratuites, vélos électriques en prêt.

Les mêmes possibilités doivent être offertes aux habitants de Pontoise pour leurs déplacements intra-muros. Pourquoi ne pas réfléchir également à un funiculaire qui relierait par exemple la gare à la cathédrale ?

La diminution de la circulation devra aller de pair avec une réorganisation de la mobilité dans la ville : secteurs piétonniers, agrandissement des trottoirs (Pontoise est la ville où promener son enfant en poussette relève du pari risqué ; et sans parler de nos concitoyens en fauteuil), diminution de la taille des bus circulant dans le centre, mise à la disposition de vélos électriques en location. Ce moyen de transport étant particulièrement adapté à notre ville, un crédit d'impôts pourrait aller de pair avec l'achat d'un vélo électrique et des endroits sécurisés dans la ville devraient être installés pour les garer en toute sécurité.

Une autre utilisation de l'espace public pourrait alors être envisagée.

Contre la vidéosurveillance. Pour une politique de prévention

Que l'on parle simplement de vidéosurveillance ou de manière plus hypocrite de videoprotection, comme à Pontoise, ou encore de videotranquillité, comme à Cergy, il s'agit d'un choix doublement malvenu. D'abord par son inefficacité en terme de prévention de la délinquance. Jamais, en effet, une caméra n'a empêché la réalisation d'une agression. Ensuite par son coût. Combien de postes d'éducateurs de rue, combien de programmes en faveur de la jeunesse, de la culture, de l'emploi, pourraient être proposés avec les sommes engagées dans l'achat et la gestion des caméras de vidéosurveillance dans notre ville ?

Le dernier avatar de cette politique imbécile est la demande faite aux bailleurs sociaux de participer à la mise en place de caméras de vidéosurveillance en échange de l'exonération de la Taxe foncière sur les propriétés bâties qui leur est concédée. Comme si il n'y avait pas d'autres priorités à exiger d'eux en terme d'amélioration de l'habitat.

Et comme par hasard, nous n'obtenons aucune réponse quand nous demandons un bilan chiffré depuis septembre 2015, date à laquelle la première caméra a été installée.

Pontoise, ville d'art et d'histoire ?

Depuis 2006, Pontoise fait partie des 195 villes auxquelles a été attribué le label « ville d'art et d'histoire ». On peut douter qu'elle fasse partie des plus dynamiques. D'une manière générale, la culture ne fait pas partie des priorités de l'équipe aux manettes et cela se ressent. Les Médiévaldoise montrent chaque année un flagrant manque d'ambition. Pourquoi une seule après-midi au lieu d'un week end entier ? Pourquoi si peu de stands ? Pourquoi une priorité donnée au commerce, souvent bas de gamme ? Pourquoi aucune recherche de synergie avec d'autres lieux culturels de la ville comme les bibliothèques ou le cinéma Utopia, ou bien avec une autre ville comme Saint-Ouen l'Aumône et son Abbaye de Maubuisson ?

Mais ce n'est pas tout. La bibliothèque Guillaume Apollinaire, la plus grande des trois bibliothèques de Pontoise, n'est pas la bibliothèque de l'agglomération où se déroulent les manifestations les plus emblématiques. Le programme du Dôme rappelle souvent les pires heures d'*Au Théâtre ce soir*.

Bref, il est temps qu'une véritable politique culturelle s'adressant à tous les âges et à tous les quartiers soit mise en place, en complément de la programmation des scènes nationales de l'agglomération.

Penser sa ville

Parmi les points qui caractérisent les mandats de maire de Philippe Houillon il y a le manque criant de vision dans la gestion et le développement de sa ville. Pontoise mérite mieux que du coup par coup.

Sans comparer Pontoise à des villes de la taille de Nantes ou Paris, prenons deux exemples. Rares sont ceux qui passent par Nantes aujourd'hui sans visiter les Machines qui ont pris place sur l'île

de Nantes au passé industriel et commercial. Avec le fort déclin puis l'arrêt de ses activités au cœur de la ville, le lieu laissé vacant a fait place à des bureaux, des logements mais aussi des lieux culturels avec les inventeurs fous des Machines de l'île, une installation de l'artiste Buren, une cantine au menu unique avec des légumes cultivés sur place et des volailles d'une ferme toute proche, le tout en gardant et en réutilisant des équipements industriels témoins d'une partie de l'histoire de la ville. Consommer autrement et plus utilement.

A Paris le Centquatre a transformé l'ancien service de pompes funèbres de la ville en un lieu collectif d'expositions, de concerts, de restauration, de cinéma ... de rencontres !

Avec le quartier Bossut, Pontoise pouvait prétendre à des ambitions similaires, grâce à un patrimoine militaire à l'architecture remarquable. D'autant que le quartier abandonné avait été réinvesti par un collectif d'artistes qui avaient commencé à le faire revivre. Sans même leur accorder un soutien financier, la mairie aurait pu les laisser utiliser au moins une partie de ces lieux qui pourraient être aujourd'hui un pôle culturel alternatif.

Le résultat de cet abandon, chacun le voit aujourd'hui dans ce quartier insipide et sans âme qui est en train de se construire sous nos yeux. La Ville et l'agglomération se rejettent mutuellement les responsabilités de cet échec annoncé. Mais aucune de ces instances ne se demande s'il n'aurait pas été bienvenu, dans ce projet comme dans d'autres, de faire participer les citoyens concernés aux réflexions.

Conclusion

Voilà une partie des éléments sur lesquels PAGV a travaillé. Il reste évidemment d'autres chantiers de réflexion que nous devons investir comme celui d'une politique de logement social et écologique de qualité, accompagné d'une lutte contre les marchands de sommeil, largement présents dans le centre ville, ou celui du rééquilibrage des priorités entre les quartiers. D'une manière générale, la Ville telle que nous la concevons doit élever tout une série de remparts protégeant la population, tout particulièrement celle qui rencontre de nombreuses difficultés face aux attaques de ce gouvernement qui poursuit et accentue la politique de ses prédécesseurs. Cela signifie, entre autres, la défense intransigeante du maintien de services publics où les êtres humains ne sont pas remplacés par des machines.

Nous sommes conscients que la gestion d'une ville comme Pontoise doit être l'affaire de beaucoup et nous sommes ouverts à tous les projets qui iraient dans le sens du social et de l'écologie, bref du bien commun. C'est le cas, par exemple, du projet de jardins partagés.

PAGV est une structure accueillante, ouverte en son sein et ouverte à la discussion avec les autres. Ce texte peut donc être considéré comme notre apport présent à ce que pourrait être le programme social et écologique d'une liste citoyenne.

PAGV le 26/06/2019